

Ce rapport est produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 30 septembre au 7 octobre 2011. Le prochain rapport sera publié le 14 octobre 2011.

I. FAITS SAILLANTS

- Rencontre à Abidjan les 26 et 27 septembre 2011 entre les délégations des gouvernements du Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Nigéria, Togo et le HCR sur les modalités du rapatriement volontaire des réfugiés enregistrés par le HCR
- Réinstallation par le Premier Ministre des unités des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), de la gendarmerie nationale, de la police nationale, des douanes dans les ex zones centre nord ouest.
- Création d'un Comité Nationale de Coordination de l'Action Humanitaire par arrêté ministériel, le 5 octobre 2011

II. Contexte Général

Dans la région des lagunes, l'on constate un regain au niveau des incidents de sécurité : de nombreux cas de braquages, agressions et vols à domicile commis par des hommes en arme continuent d'être rapportés par les populations des quartiers d'Anyama, Abobo et Yopougon. Le 29 septembre 2011, à l'Ouest, à Divo, neuf (9) prisonniers se sont évadés du commissariat de police où ils étaient détenus et surveillés par des éléments des Forces républicaines de Côte d'Ivoire en raison. Leur incarcération au commissariat de police s'explique par le fait que la prison de Divo ne soit pas fonctionnelle.

Les 26 et 27 septembre 2011, une réunion s'est tenue à Abidjan entre les délégations gouvernementales du Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Nigéria, Togo et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour discuter de la mise en œuvre des modalités pour le rapatriement volontaire des réfugiés ivoiriens se trouvant dans ces pays et la cessation du statut de réfugiés des réfugiés libériens, à compter du 30 juin 2012. Les principaux points portaient sur :

- Les accords tripartites ainsi que les modalités pratiques de rapatriement avec les gouvernements du Ghana, Guinée, Mali et Togo qui seront également signés avant la fin de 2011. Un protocole d'entente sera élaboré entre le HCR et la Côte d'Ivoire pour le rapatriement volontaire des réfugiés en provenance de pays qui accueillent moins d'un millier de réfugiés ivoiriens ;
- Les parties confirment la date effective de la cessation du statut des réfugiés pour le 30 juin 2012.

La population déplacée sur site est actuellement estimée à **25 109** personnes au 30 Septembre 2011. Cette population se répartie sur 35 sites dans 5 régions de la Côte d'Ivoire

Pour la zone Ouest (Moyen Cavally, Montagne et Haut Sassandra), avec **20 000 PDI**, cette zone représente 80% des déplacés sur sites. Les menaces d'expulsion restent importantes. Sur l'ensemble de la population sur site, 15% est sous menace d'expulsion. C'est au total 10 sites qui pourraient fermer dans les semaines à venir.

Sur le plan politique, le Premier Ministre, Ministre de la Défense, M. Guillaume Soro a procédé du 28 septembre au 3 octobre 2011 à la réinstallation des unités des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), de la gendarmerie nationale, de la police nationale, des eaux et forêts et des douanes dans les ex-zones Centre Nord Ouest (CNO), précisément à Korhogo, Bouaké, Bouna, Odiéné, Man et Séguéla. Les forces « gouvernementales » étaient absentes de dans ces zones depuis l'éclatement de la rébellion le 19 septembre 2002.

Un Comité Nationale de Coordination de l'Action Humanitaire (CNCAH) a été créé le 5 septembre 2011 par arrêté ministériel du Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, de la Solidarité et des Affaires Sociales. Ce Comité est placé sous l'autorité du Ministre et « constitue une plate-forme de collaboration Etat/organisations nationales et internationales à but humanitaire, qui vise outre la mise en cohérence des initiatives, l'efficacité et l'efficience de la réponse des acteurs et partenaires dans le domaine ».

III. Besoins et Réponses Humanitaires



PROTECTION

Il est a été constaté par le cluster Protection une recrudescence des cas de braquages, de vols et d'atteinte à l'intégrité physique dans les régions des lagunes, du Haut Sassandra et de Worodougou. Cette situation pourrait s'expliquer par la libre circulation d'armes à feu, mais aussi par des évasions de prisonniers depuis la crise post électorale.

Les contraintes et les lacunes du cluster Protection sont relatives à la faible couverture en termes d'actions humanitaires dans certaines localités et zones d'urgence à l'ouest du pays, mais également à l'insuffisance de fonds pour les activités génératrices de revenus pour assister les victimes et survivants de VBG.

Le Sous-Cluster de l'Ouest "Violence basées sur le genre" (VBG) a consolidé ses chiffres d'août à fin septembre sur le taux de prévalence des incidents de violences liées au genre. Celles-ci restent importantes avec notamment 26% de cas de viols répertoriés, particulièrement à Danané et Duékoué. De plus, il est important de noter que les chiffres montrent également que dans 67% du total des cas de violences basées sur le genre, les présumés auteurs semblent être des hommes armés. Seulement 38% des victimes de violences sexuelles ont accès aux soins médicaux dans les 72 heures qui suivent l'agression. Enfin, les membres du sous cluster VBG sont préoccupés par le manque de couverture de la zone de Tai par des acteurs intervenant dans le domaine des VBG tandis que l'ONG Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) a commencé le monitoring de protection intégrant les aspects VBG qui est une question transversale.



EDUCATION

Le cluster Education a lancé cette semaine un sondage national sur les intentions de retour à l'école à la prochaine rentrée scolaire. L'objectif principal de ce sondage est de mieux comprendre :

- Les possibilités de retour des enfants à l'école et les écoles qu'ils fréquenteront pendant l'année scolaire à venir;
- Les perceptions des membres de la communauté (parents et enfants) sur les contraintes principales liées à la scolarisation des enfants. Les résultats de ce sondage vont permettre au cluster Education de mieux comprendre les contraintes principales et d'identifier les zones à cibler pour les activités de communication et de mobilisation sociale pour la campagne de retour et de maintien des enfants à l'école.

Du 27 septembre au 6 octobre, le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et son partenaire Save the Children, se sont joints à une délégation du Ministère de l'Education de Côte d'Ivoire en visite officielle auprès du Ministère de l'Education du Libéria. L'objectif de cette visite était d'une part, d'apprécier la qualité de l'enseignement reçu par les enfants ivoiriens réfugiés au Liberia et d'évaluer les besoins de ceux qui décideraient de rester au Libéria et d'autre part de faciliter la réintégration des élèves dans le système éducatif ivoirien pour ceux qui souhaiteraient revenir en Côte d'Ivoire. De plus, une série de rencontres a été organisée avec le ministre de l'Education du Libéria, le groupe sectoriel Education, l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire au Libéria et l'UNICEF. La mission a également effectué une visite de terrain dans le Conté du Nimba où elle a rencontré des élèves réfugiés dans trois communautés hôtes et dans le camp de Bahn.

Le 30 septembre 2011 à Abidjan, l'UNICEF et le Ministère de l'Education nationale ont accueilli la première rencontre des membres du réseau inter agences pour l'Education dans des situations d'urgence (INEE). La rencontre a rassemblé des représentants du ministère ivoirien de

l'Education, des ONG, des Universités et des agences des Nations Unies pour un partage d'expériences dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence.

Dans l'Ouest, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) a lancé un programme de rattrapage scolaire pour aider les enfants qui n'ont pas pu finir l'année scolaire à cause de la crise post électorale. Après analyse, 2 566 enfants ont été recensés comme étant susceptibles de bénéficier de cette initiative.



COORDINATION ET GESTION DES CAMPS

En termes de réponse, tous les sites ont bénéficié des distributions de vivres du Programme Alimentaire Mondial (PAM). De plus, les gestionnaires des sites dont les ONG nationales comme l'Association de Soutien à l'Auto Promotion Sanitaire et Urbaine (ASAPSU) et Afrique Secours Assistance (ASA) et de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) ont mené des activités de cohésion sociales, notamment des rencontres entre les propriétaires et les communautés de PDI ; des discussions avec des comités des femmes déplacées ainsi que des sessions d'information sur la situation dans les zones de retour avec les groupes focaux. De même, des activités récréatives ont aussi été menées par les acteurs humanitaires.

Pour ce qui est des besoins, ils se répartissent par zone et sont exprimés par les PDI lors des entretiens avec les gestionnaires des sites :

- Pour la zone d'Abidjan, les besoins exprimés par les PDI sont l'assistance en soins et l'aide au retour.
- Dans l'Ouest, le besoin le plus exprimé est celui de l'aide à la relocalisation et au retour.

Du 26 au 28 septembre 2011, des retours de PDI, soit 20 familles de 67 personnes du site Nazareth à destination de Dieya (préfecture de Bloléquin) et de Toulepleu ont été organisés avec l'appui logistique du bataillon Béninois.

Par ailleurs, la relocalisation de 330 familles, soit 1 361 personnes de la mission catholique vers le site de Niambly a été organisée.



SANTE

Du 19 au 23 septembre, le cluster santé a organisé un atelier de formation à l'endroit des membres du cluster sur les thèmes du fonctionnement du cluster et de la rédaction de l'Appel Consolidé (CAP).

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a signé un contrat la semaine dernière avec l'ONG internationale Save the Children relatif à l'appui en médicaments, matériel médical et formation du personnel de 13 centres de santé des districts sanitaires de Bloléquin, Guiglo et Toulepleu pour les trois prochains mois. Cet appui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de retour étant donné que ces trois districts sanitaires sont des zones de retour par excellence.

L'OMS appuie l'ONG nationale CARITAS dans la prise en charge des soins curatifs (médicaments, personnel soignant et fonctionnement) du poste de santé du site de Nahibly. L'OMS assure également la référence et contre référence.

L'OMS, en collaboration avec le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (l'UNICEF) a appuyé le ministère ivoirien de la santé et de la lutte contre le sida pour la campagne de vaccination contre la poliomyélite en faveur de plus de 7 millions d'enfants âgés de 0 à 5 ans sur toute l'étendue du territoire national. La campagne de vaccination s'est déroulée du 30 septembre au 3 octobre 2011.

Depuis le 26 septembre, l'UNFPA en collaboration avec l'ONG MODEC, organise à Abidjan et sa banlieue une activité de collecte de sang pour l'obtention de 3 500 poches de sang sécurisées.

Depuis le début du mois d'octobre 2011, l'UNFPA appuie l'ONG AIBEF dans les activités de santé de la reproduction sur le site des déplacés de Nahibly, à Duékoué.

L'Appel Consolidé (CAP) 2012 pour la Côte d'Ivoire: le processus de l'Appel consolidé (CAP) 2012 pour la Côte d'Ivoire est en cours.

IV. Coordination

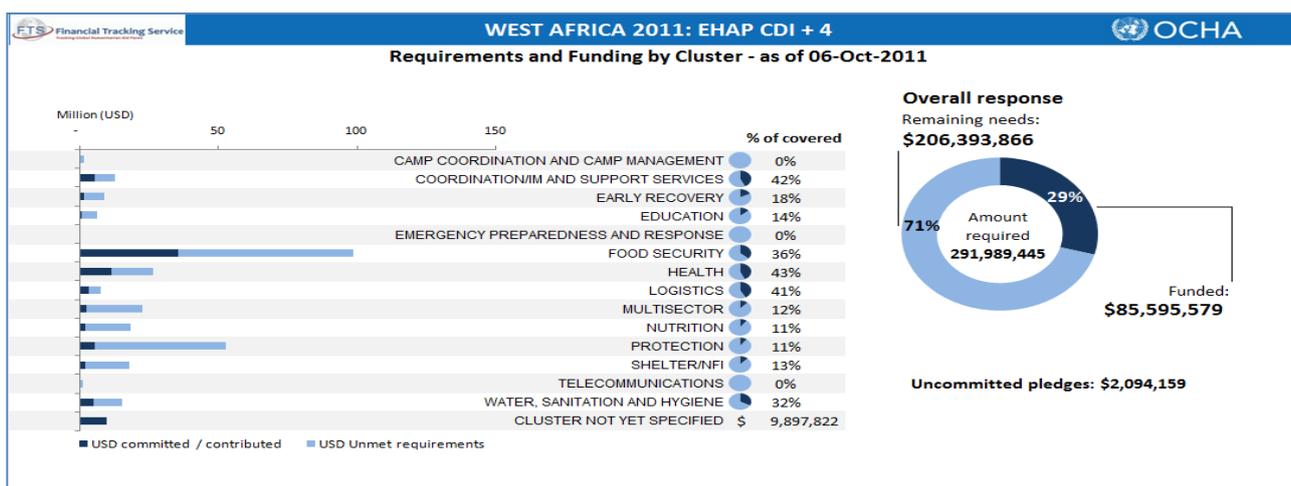
Le 28 septembre 2011 au bureau UNFPA à Abidjan, le cluster Protection a organisé un atelier dans cadre du processus de l'Appel consolidé (CAP) 2012 pour la Côte d'Ivoire. Plusieurs agences Onusiennes, des ONG Nationales et Internationales ainsi que des structures étatiques y ont pris part. Trois objectifs stratégiques ainsi que des objectifs spécifiques ont été retenus pour le CAP 2012, à savoir :

- La coordination (avec la participation de l'Etat à travers le rapprochement avec les structures étatiques) ;
- Le monitoring des problèmes de protection (dans les zones affectées par le conflit) ;
- Les réponses aux besoins des communautés (formation, plaidoyer, mesures d'accompagnement) ;
- L'assistance aux victimes (les cas des personnes ayant des besoins spécifiques), la prévention (renforcement de capacité communautaire et étatique, plaidoyer / cohésion sociale, etc.).

Sous cluster Violences basées sur le genre (VBG) : du 3 au 7 octobre 2011, une mission inter agences technique du siège, composée du Département de maintien de la paix (DPKO), du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), du Fond des Nations unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation des Nations unies pour les femmes (UNWOMEN), a séjourné à Abidjan. Le 4 octobre, la mission a rencontré le cluster Protection et le sous cluster Violences basées sur le genre (VBG) et d'autres acteurs impliqués dans le domaine. La mission a également rencontré le groupe thématique Gencap. Ceci a permis à la communauté humanitaire de donner une analyse détaillée de la situation de Protection en Côte d'Ivoire.

V. Financement

A la date du 7 octobre 2011, le Plan d'action humanitaire d'urgence (EHAP) pour la Côte d'Ivoire et les pays voisins affectés par la crise est financé à hauteur de 85 millions de dollars US sur une requête initiale de 291 millions de dollars, soit 29% de ce montant total initial. Ce faible financement et les incertitudes sur les financements à venir déstabilisent les ONG présentes sur le terrain alors que les besoins des populations restent importants dans les secteurs clés (Santé, Sécurité alimentaire, Protection, Education et Relèvement précoce).



VI. Contact

Max Hadorn, Chef de Bureau, OCHA CDI - Mob: (+225) 46019110; email: hadorn@un.org
 Carlos Geha, Chef de Bureau Adjoint, OCHA CDI – Mob (+225) 46019111; email: gehac@un.org
 Kayode Egbeleye, Chargé d'Information Publique et Plaidoyer, OCHA CDI - Mob: (+225) 46019113; email: egbeleye@un.org